



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Arrêté portant obligation du port du masque en Ille-et-Vilaine**

**Le préfet de la région Bretagne,  
préfet d'Ille-et-Vilaine,**

**VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-12 et suivants et L. 3136-1 ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221-2 ;

**VU** la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 1er ;

**VU** le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

**VU** le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Emmanuel BERTHIER préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 15 mars 2021 relatif au port du masque en Ille-et-Vilaine ;

**VU** l'avis du directeur général de l'ARS du samedi 3 avril 2021 ;

**VU** les données ARS du 7 avril 2021 ;

**Considérant** que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constituait une urgence de santé publique de portée internationale ;

**Considérant** le caractère pathogène et contagieux de ce nouveau coronavirus ;

**Considérant** que face à la dégradation rapide de la situation épidémiologique nationale, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré sur l'ensemble du territoire de la République française par décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020, à compter du 17 octobre 2020 ;

**Considérant** qu'en raison de l'accélération de la circulation du virus sur le territoire national à la suite des fêtes de fin d'année 2020, le Gouvernement a décidé d'imposer un couvre-feu national à compter du samedi 16 janvier 2021 ;

**Considérant** que devant la forte accélération de la circulation du virus en France, le Gouvernement a décidé d'étendre à tout le territoire national des mesures de restriction des déplacements à compter du samedi 3 avril 2021 ;

**Considérant** que la mise en tension du système de santé français entraîne une perte de chance dans la prise en charge des patients, notamment ceux nécessitant des soins critiques ;

**Considérant** que le système de santé français est déjà sous tension au vu de l'activité épidémique et qu'il convient de mettre en œuvre les actions offertes par le droit et l'appel à la responsabilité individuelle pour réduire l'influence épidémique ;

**Considérant** que, à l'image de la tendance nationale, le département d'Ille-et-Vilaine a connu une augmentation de son taux d'incidence depuis le 28 décembre 2020, passant de 49,7 cas pour 100 000 habitants à 308 cas pour 100 000 habitants le 7 avril 2021, au-delà du seuil d'alerte fixé à 50 cas pour 100 000 habitants ; que le taux de positivité des tests dépasse également le seuil d'alerte de 5 %, pour s'établir à 6,5 % le 7 avril 2021, contre 1,3 % le 28 décembre 2020 ;

**Considérant**, en outre, que les données hospitalières traduisent une activité soutenue au regard du nombre significatif de patients hospitalisés, notamment en service de réanimation, avec un taux d'occupation en réanimation adulte de 85,7 % au 7 avril 2021 ;

**Considérant** qu'une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système hospitalier départemental ;

**Considérant** qu'aux termes des dispositions du II de l'article 1er du décret n° 2020-1310 susvisé : « Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent » ;

**Considérant** que, compte tenu de la gravité de la situation locale, qui expose directement la vie humaine, il appartient à l'autorité de police compétente de prendre, en vue de sauvegarder la santé de la population, les dispositions adaptées, nécessaires et proportionnées de nature à prévenir ou à limiter les effets de l'épidémie de covid-19 ;

**Considérant** que l'agence régionale de santé de Bretagne, dans son avis du 3 avril 2021, recommande de reconduire la mesure d'extension de l'obligation du port du masque à l'ensemble du département ;

**Considérant** que, d'une part, les taux d'incidence et de positivité sont importants sur l'ensemble du territoire brétilien, traduisant une circulation très active et homogène du virus dans le département, sans que des zones en soient exemptes ;

**Considérant** que, d'autre part, en l'état actuel des connaissances, le virus peut se transmettre par gouttelettes respiratoires, par contacts et par voie aéroportée ; qu'il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique et du conseil scientifique covid-19, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par la covid-19 ;

**Considérant**, en outre, dans son avis du 12 janvier 2021, le Conseil scientifique covid-19 souligne le caractère pathogène et plus contagieux des variants du virus qui circulent désormais sur le territoire national ;

**Considérant**, dès lors, qu'il apparaît essentiel de reconduire l'obligation du port du masque dans le département dans l'objectif de freiner durablement la propagation de l'épidémie ;

**Sur proposition** de Madame la directrice de cabinet,

## **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>** – l'arrêté préfectoral du 15 mars 2021 susvisé est abrogé.

**Article 2** – Le port du masque est obligatoire pour tout piéton sur le territoire du département d'Ille-et-Vilaine, pour les personnes de onze ans et plus.

**Article 3** – L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus, ainsi qu'aux personnes pratiquant une activité physique ou sportive.

**Article 4** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables jusqu'au 3 mai 2021 inclus.

**Article 5** – Conformément aux dispositions prévues à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 6** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Rennes, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 7** – Madame la sous-préfète, directrice de cabinet, Monsieur le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de l'arrondissement de Rennes, Messieurs les sous-préfets des arrondissements de Saint-Malo, Fougères-Vitré et Redon, Mesdames et Messieurs les maires des communes d'Ille-et-Vilaine, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique et Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et entrera immédiatement en vigueur.

Fait à Rennes, le 12 avril 2021

Le préfet,

Emmanuel BERTHIER

Service émetteur : Direction générale

Affaire suivie par : Anne-Briac BILL  
Courriel : anne-briac.bili@ars.sante.fr

Téléphone : 02.22.06.72.52

Date : 3 avril 2021

Objet : avis DGARS – Mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le département d'Ille-et-Vilaine

Monsieur le Préfet de Région  
Préfecture de région  
3 avenue de la préfecture  
35 000 RENNES

Monsieur le Préfet,

Je fais suite au courriel en date du 3 avril 2021 par lequel vous sollicitez l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé Bretagne, dans le cadre de la prescription des mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le département d'Ille-et-Vilaine.

Les données épidémiologiques communiquées par la cellule régionale de santé Publique France confirment une accélération de la circulation du virus COVID-19 avec une dégradation de l'ensemble des indicateurs sanitaires en région.

Le taux d'incidence en région s'élève à ce jour à 202,3 cas pour 100 000 habitants avec un taux de positivité des tests de 5,4%.

Le département d'Ille-et-Vilaine est aujourd'hui le département breton le plus impacté par l'épidémie avec un taux d'incidence qui s'élève à 289,6 cas pour 100 000 habitants et un taux de positivité des tests qui s'établit à 6,7%.

Les données relatives aux prises en charge hospitalières sur le département traduisent une activité très soutenue avec un nombre important de patients hospitalisés pour covid-19 (381 patients dont 51 service en réanimation).

Cette situation justifie de renforcer les mesures permettant de limiter les situations propices à la diffusion du virus, notamment les rassemblements avec consommation d'alcool, et de poursuivre l'application des gestes barrières avec la reconduction de l'obligation du port du masque afin de continuer à freiner propagation de l'épidémie.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de mes respectueuses salutations,

Le Directeur général  
de l'Agence régionale de Santé Bretagne,

Stéphane MULLIEZ